



RAPPORT 2010 SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DE LA CEE POUR L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014)

Le présent rapport est soumis, au nom [des parties prenantes françaises pour l'éducation à l'environnement et au développement durable](#), conformément à la décision du Comité directeur de la CEE sur l'éducation au développement durable

Nom du coordonnateur national de la présentation du rapport:

[Michèle Pappalardo](#),

[Déléguée interministérielle et Commissaire générale au développement durable](#)

Date: [14 février 2011](#)

Signature:

Nom complet de l'institution: [Commissariat général au développement durable, Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement](#)

Adresse postale: [3 Place de Fontenoy 75 007 Paris](#)

Téléphone: [01 40 81 34 53](#)

Télécopie:

Courriel:

Site Web:

Responsables à contacter pour le rapport national (si différent du coordonnateur): [Catherine Larrieu](#) ; [Michelle Juhaneau](#), - [Délégation au développement durable](#)
Catherine.larrieu@developpement-durable.gouv.fr michelle.juhaneau@developpement-durable.gouv.fr ([01 40 81 34 96](#))

A Veuillez fournir des informations succinctes (pas plus d'une demi-page) concernant le processus d'établissement du présent rapport, en précisant notamment quels types d'organismes publics ont été consultés ou ont contribué à sa préparation, comment les parties prenantes ont été consultées et comment les résultats de cette consultation ont été pris en considération, et quels éléments ont été utilisés comme sources du rapport.

Institutions gouvernementales (*veuillez spécifier*)

Secteur privé (*veuillez spécifier*)

ONG (*veuillez spécifier*)

Autres(*veuillez spécifier*)

Académies (*veuillez spécifier*)

B. Veuillez rendre compte de tous faits susceptibles d'éclairer le contexte du rapport, par exemple si la structure de prise de décisions est fédérale et/ou décentralisée, ou si les contraintes financières sont un obstacle majeur à l'exécution (pas plus d'une demi-page).

Reflétant la diversité des initiatives et des approches en France selon les territoires, les acteurs et les défis ou enjeux prioritaires, deux types d'abrégiés sont principalement utilisés dans ce rapport : EEDD = éducation à l'environnement vers un développement durable ; EDD = éducation au développement durable

Ce rapport a été élaboré dans le cadre d'un travail collaboratif entre diverses parties prenantes de la société (services de l'Etat, associations, entreprises, syndicats, collectivités territoriales et acteurs organisés dans les territoires) sous la forme d'un groupe de concertation pour l'EEDD/EDD, mis en place début 2010, au niveau national (ENC)*. La présentation d'une première version du projet de ce rapport a eu lieu lors de la réunion plénière du 6 décembre 2010 et a donné lieu à des échanges et discussions. Une deuxième version de ce rapport a ensuite été réalisée, après réception jusqu'au 20 décembre 2010, de contributions complémentaires des parties-prenantes.

* ENC → **Espace national de concertation EEDD/EDD** a pour objectif de mettre en synergie les expertises et les compétences des participants des différentes sphères, en vue de l'élaboration et de la mise en oeuvre d'une démarche partagée à l'échelle nationale, permettant de développer et renforcer une éducation à l'environnement et au développement durable pour doter le citoyen et tous les acteurs, de connaissances et de compétences qui les rendront mieux à même d'œuvrer en faveur d'un développement durable.

Par la mise en réseau de cette diversité d'acteurs, il permet de faciliter les échanges et les croisements d'expériences, de mutualiser les expertises et expérimentations, d'articuler les initiatives entre les différentes échelles d'actions et de territoires, les différentes thématiques, les différents publics ou citoyens concernés.

Dans le respect des champs de compétences et des spécificités de chacun, et en tenant compte des travaux et besoins émergeant des dynamiques territoriales de concertation, les participants à l'ENC poursuivent les objectifs suivants :

- Participer à la sensibilisation, l'information, la formation et l'éducation tout au long de la vie de toute la population en matière d'environnement et de développement durable,
- Trouver des réponses collectives aux problématiques rencontrées par les acteurs de terrain organisés dans les territoires
- Favoriser la mutualisation des ressources et faciliter la circulation de l'information, entre autres avec les espaces de concertation existants au niveau des territoires,
- Etre force de proposition pour la définition d'un projet politique (ou schéma stratégique ou stratégie nationale) ;

A l'image du Grenelle de l'Environnement, l'espace national de concertation réunit des participants issus des 6 sphères d'acteurs :

- des services des ministères concernés par ces enjeux (Développement durable, Education nationale, Jeunesse et Vie associative, Sport, Agriculture, Affaires étrangères,)
- des associations réunies dans le Collectif français de l'Education à l'environnement vers un développement durable (CFEEDD)
- des entreprises,
- des collectivités,
- des syndicats,
- des espaces de concertation territoriaux.

Participants à l'espace national de concertation EEDD/EDD

<p>Associations membres du Collectif français pour l'éducation à l'environnement vers un développement durable (CFEEDD)</p> <ul style="list-style-type: none"> * Réseau Ecole et Nature (REN) * Office français de la Fondation pour l'éducation à l'environnement en Europe (Of-FEEE) * Institut de formation et de recherche en éducation à l'environnement (IFREE) * Fédération des Clubs Connaître et Protéger la Nature (FCPN) * Fédération nationale des Francas * Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation actives (CEMEA) * France Nature Environnement (FNE) * Union nationale des Centres permanents d'initiatives pour l'environnement (UNCPIE) * Association Comité 21 * Réseau français des étudiants pour le développement durable (REFEDD) * Eclaireurs et éclaireuses de France (EEDF) * Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme (FNH) * Fondation World Wild Fund-France (WWF-France) * Association nationale des Petits Débrouillards (ANPD) * Ligue de l'enseignement * Scouts et Guides de France (SGDF) 	<p>Administrations de l'Etat, établissements publics , organismes para-publics</p> <ul style="list-style-type: none"> - Commission nationale française pour l'UNESCO (CNFU) - Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement (MEDDTL) : Commissariat général au développement durable - Ministère de l'Education nationale, de la jeunesse et de la vie associative (MENJVA) : Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) et Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) - Ministère de l'Agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire (MAAPRAT) : Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) - Ministère des Sports : Direction des Sports - Ministère des affaires étrangères et européennes (MAEE) Direction générale de la mondialisation (DGM) - Délégation permanente France auprès UNESCO - Ministère de la culture et de la communication (MCC) / mission DD - ADEME - Conférence des Grandes écoles (Commission DD ; Jacques Brégeon) - Muséum national d'histoire naturelle (Robert Barbault) - Université Versailles St Quentin (UVSQ ; Sylvie Faucheux) - Association de formation pour les adultes (AFPA)
<p>Syndicats membres du CFEEDD</p> <ul style="list-style-type: none"> - SGEN/CFDT - SNES 	<p>Espaces régionaux de concertation pour l'EEDD</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plateforme EEDD de Provence Alpes Côte d'Azur - Collectif régional d'éducation à l'environnement vers un développement durable de Basse-Normandie
<p>Collectivités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fédération Parcs naturels régionaux de France - Région Basse Normandie - Association des Régions de France - Association des Grandes Villes de France - Association des Maires de France - Association de Promotion et de Fédération des Pays - Association des Eco-Maires - Ville de Caen - Ville de Toulouse et Communauté urbaine de Toulouse 	<p>Entreprises</p> <ul style="list-style-type: none"> - Air France - Gaz de France –Suez –Lyonnaise des Eaux (GDF-SUEZ) - Electricité de France (EDF) - Société Nationale Chemins de Fer (SNCF) - Véolia - La Poste - Eco-emballages - Caisse nationale des caisses d'épargne (CNCE) - France Télécom - Confédération générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) - Fondation Nature et Découvertes - CICF-TEN - Conseil national des Chambres Régionales de l'Economie Sociale (CN –CRES) - Entreprises pour l'environnement (EPE) - Nestlé Waters France

mise à jour 6 décembre 2010

POINT 1 ¹ : FAIRE EN SORTE QUE LES CADRES POLITIQUES, RÉGLEMENTAIRES ET OPÉRATIONNELS SOUTIENNENT L'EDD	
<i>Si besoin, veuillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif (1 500 caractères au maximum, espaces compris)</i>	
Indicateur 1.1 Des mesures préalables sont prises pour contribuer à la promotion de l'EDD.	
Sous-indicateur 1.1.1	Le texte de la Stratégie de la CEE pour l'EDD est-il disponible dans votre (vos) langue(s) ² nationale(s)?
Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser les langues.</i> Français
Sous-indicateur 1.1.2	Avez-vous désigné un centre national de liaison pour tout ce qui touche à la Stratégie de la CEE pour l'EDD?
Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	En France c'est le groupe national de concertation (ENC) pour l'éducation à l'environnement et au développement durable qui assure le suivi de ce qui touche à la Stratégie de la CEE pour l'EDD en coordination et complémentarité avec la Commission nationale française pour l'UNESCO (CNFU) qui, pour sa part, assure l'interface avec l'UNESCO dans le cadre du processus de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable.
Sous-indicateur 1.1.3	Existe-t-il un organisme de coordination de mise en œuvre de l'EDD?
Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser quels sont ses mandat et mécanisme de coordination. Veuillez également préciser si son mandat englobe la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD.</i> Voir la description du processus français actuel en pages 1,2 et 3 du rapport
Sous-indicateur 1.1.4	Existe-t-il un plan national de mise en œuvre pour l'EDD?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser si ce plan comprend la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD.</i> La France dispose, depuis 2003, d'un processus de Stratégie nationale de développement durable. La Stratégie nationale de développement durable 2010-2013 est un cadre fédérateur pour l'ensemble des acteurs de la nation structuré autour de neuf défis clés dont l'éducation et la formation, défi transversal et levier important de mise en mouvement de la société. Cette stratégie est en cohérence avec les engagements de la France aux niveaux européens et internationaux, dont la Stratégie de la CEE pour l'EDD et plus largement les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour l'EDD. Dans ce contexte, des initiatives sont prises, relatives à l'information, la sensibilisation, l'éducation et la formation à l'environnement et au développement durable, par diverses composantes de la société mais il n'existe pas encore de plan spécifique collectivement organisé pour l'EDD. On peut cependant rassembler les diverses initiatives et démarches suivantes dans cette perspective commune. * Les acteurs associatifs , regroupés au sein de la plateforme Collectif français pour l'éducation à l'environnement vers un développement durable (CFEEDD), ont organisé en 2008 et 2009 des assises territoriales et nationales de l'éducation à l'environnement vers un développement durable et en 2010, une journée nationale EEDD. Ces évènements visaient à mobiliser largement les sphères d'acteurs et à promouvoir l'enjeu d'une politique organisée au niveau national dans ce domaine. * Le ministère de l'Éducation nationale conduit, depuis 2004, une politique de généralisation de l'éducation au développement durable (EDD). Cette éducation transversale s'appuie sur l'intégration des thèmes et des enjeux du développement durable par les programmes d'enseignement de l'école primaire, du collège, du lycée, général, technologique et professionnel, par les formations des enseignants et des

¹ Les points 1 à 6 correspondent aux objectifs de la Stratégie de la CEE pour l'Éducation en vue du Développement Durable.

² Pour les pays dotés d'une structure fédérale, l'adjectif «national» fait référence à l'État. Dans ce contexte, «les données au niveau national» correspondent aux données agrégées communiquées par les entités infranationales.

	<p>personnels d'encadrement, par les démarches globales des écoles et des établissements, et par la productions de ressources pédagogiques adaptées. Ce processus s'appuie sur de nombreux partenariats nationaux, académiques et territoriaux et locaux avec les collectivités territoriales, avec les associations, avec les entreprises.</p> <p>* D'autres ministères ayant des responsabilités éducatives et de formation ont élaboré des directives visant à la prise en compte des enjeux du développement durable dans le cadre de leurs politiques (ministère en charge de l'agriculture pour la mission de l'enseignement agricole ; circulaire du 12 sept 2007 ; ministère en charge de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative ; circulaire du 23 septembre 2010) ou ont engagé des initiatives de mobilisation sur les croisements entre leurs missions et les enjeux de développement durable.</p> <p>Le ministère des sports a décliné sa stratégie nationale de développement durable du sport en s'appuyant sur la SNDD 2010-2013. C'est une consultation nationale regroupant 2500 contributions au fil d'assises territoriales et nationales du sport et du DD qui a abouti à la stratégie ministérielle engageant notamment à ses côtés le mouvement olympique et sportif, les collectivités, les acteurs privés, les associations environnementales.</p> <p>*Le ministère en charge de la culture a engagé l'élaboration d'une stratégie ministérielle et organisé des séminaires sur le croisement « culture et développement durable »</p> <p>* Des entreprises prennent des initiatives, concernant la formation des salariés, le développement d'actions de sensibilisation des habitants et élus des territoires, et la participation à des actions éducatives qui s'inscrivent dans le cadre de leur responsabilité sociétale et de la prise en compte des enjeux du développement durable dans leurs organisations.</p>
Sous-indicateur 1.1.5	Existe-t-il des synergies au niveau national entre le processus de la CEE pour l'EDD, le processus mondial de l'UNESCO pour la Décennie des Nations Unies pour l'EDD ³ et d'autres processus politiques concernant l'EDD?
Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Veillez préciser.</i></p> <p>La Commission nationale française auprès de l'UNESCO a désormais pour mandat d'assurer l'interface dynamique de valorisation des actions françaises dans ce domaine auprès de l'UNESCO et inversement de porter à connaissance et promouvoir en France les actions mises en œuvre par d'autres pays ou sub-régions concernant le processus de Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable</p>
Indicateur 1.2 Les cadres politiques, réglementaires et opérationnels soutiennent l'EDD.	
Sous-indicateur 1.2.1	L'EDD est-elle mentionnée dans un ou plusieurs documents de politique nationale ⁴ ?
Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Veillez préciser et indiquer les principaux documents.</i></p> <p>Loi relative à la Charte constitutionnelle de l'environnement (2005) ; Loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, article 55 (2008) ; Stratégie nationale de développement durable 2010-2013 ; Circulaires (directives) relatives à l'éducation au développement durable des ministères en charge de l'éducation nationale (2004 et 2007) et de l'enseignement professionnel agricole (2007) ; Socle commun de connaissances et de compétences pour le système éducatif formel (Education nationale), introduit par la loi relative à l'avenir de l'École (2005) ; Circulaire (directive) du ministère en charge de la jeunesse (2010) ; Plan national d'adaptation au changement climatique (2010) ; Livre Bleu du Grenelle de la Mer (2010).</p>
Sous-indicateur 1.2.2	L'EED est-elle: a) visée par les documents législatifs et réglementaires régissant l'éducation nationale applicables; et b) prévue dans les programmes scolaires nationaux et/ou normes/arrêtés/préscritptions à l'échelon national et à tous les niveaux de l'enseignement formel, tels que définis par votre système d'enseignement au sens de la CITE ⁵ ?
a) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Nouveaux programmes de la classe de cinquième :

³ Dans sa résolution 57/254 du 20 décembre 2002, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la période de 10 ans commençant le 1^{er} janvier 2005 Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable.

⁴ Il peut s'agir de stratégies, plans, programmes et directives au niveau national et d'autres documents similaires.

⁵ Classification internationale type de l'éducation (CITE), UNESCO, 1997 (http://www.uis.unesco.org/TEMPLATE/pdf/isced/ISCED_F.pdf).

b) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	http://www.education.gouv.fr/cid22116/mene0817481a.html Nouveaux programmes de la classe de seconde : http://eduscol.education.fr/cid52286/ressources-pour-la-classe-de-seconde.html Module stage collectif en éducation à la santé et au développement durable du tronc commun du baccalauréat professionnel de l'enseignement agricole : http://www.chlorofil.fr/index.php?eID=tx_nawsecuredl&u=0&file=fileadmin/user_upload/pdf/cert/textes/ref/bacpro/DA-modules-generaux/bacpro-DA-stagecoll-EDD-sante.pdf&t=1291139251&hash=ce5606f476a85d4cec01df5475735964 <i>Si oui, veuillez préciser le niveau d'éducation pour a) et b). Complétez le tableau en cochant (V) la case qui convient.</i>
Sous-indicateur 1.2.3	L'EDD non formelle et informelle est-elle visée par votre politique nationale et/ou dans votre réglementation et dans vos cadres réglementaires pertinents?
Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser.</i> Déjà renseigné aux sous-indicateurs 1.1.4 et 1.2.1
Sous-indicateur 1.2.4	La sensibilisation du public à l'EDD est-elle abordée dans les documents nationaux pertinents?
Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser.</i> Il s'agit d'un aspect transversal important d'accompagnement des plans, programmes et actions mis en œuvre dans le cadre de chacun des défis de la SNDD 2010-2013 (voir sous-indicateur 1.3.1)
Sous-indicateur 1.2.5	Existe-t-il une structure formelle de coopération interministérielle ⁶ dans le domaine de l'EDD?
Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser.</i> Cette coopération s'exerce notamment au sein du Comité Permanent des Hauts Fonctionnaires au développement durable représentant chaque ministère ainsi qu'au sein d'une cellule de travail inter-services de l'Etat dont les travaux portent plus spécifiquement sur l'éducation à l'environnement et au développement durable. Cette coopération a donné lieu notamment à la signature d'un accord –cadre de travail entre une direction du ministère en charge du développement durable et une direction du ministère en charge de l'éducation nationale
Sous-indicateur 1.2.6	Existe-t-il un mécanisme de coopération multidécisionnelle auquel votre Gouvernement est associé, sur le thème de l'EDD ⁷ ?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser</i> Voir pour cette question la description du processus français actuel en pages 1,2 et 3 du rapport
Sous-indicateur 1.2.7	Des crédits budgétaires ont-ils été dégagés et/ou des mesures d'incitation économiques prises spécialement pour promouvoir l'EDD?

⁶ Entre les organes de l'État.

⁷ Pour plus d'explications, voir le paragraphe 46 de la Stratégie de la CEE pour l'Education en vue du Développement Durable.

<p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>	<p><i>Veillez préciser</i></p> <p>L'EDD étant intégrée aux fonctionnements conventionnels de l'Éducation nationale, il n'y a pas d'informations disponibles sur les dépenses spécifiques pour cette approche transversale.</p> <p>Cependant, les projets des établissements scolaires en démarches de développement durable (E3D) qui comprennent un volet de management éco-responsable, permettent d'importantes économies de frais de gestion pour les collectivités propriétaires des bâtiments scolaires. Ces économies sont quelquefois mises à disposition de la communauté éducative pour soutenir des actions d'EDD spécifiques au sein des établissements..</p>
<p>Indicateur 1.3 Les politiques nationales soutiennent les synergies entre les processus liés au développement durable et celles liées à l'EDD.</p>	
<p>Sous-indicateur 1.3.1</p>	<p>S'il existe une politique de développement durable dans votre pays, l'EDD en fait-elle partie?</p>
<p>Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>	<p><i>Veillez préciser.</i></p> <p>L'éducation à l'environnement et l'éducation au développement durable font partie de la Stratégie nationale de développement durable de la France. Adoptée par le Comité interministériel pour le développement durable*, la Stratégie nationale de développement Durable (SNDD 2010-2013) constitue le cadre de référence et d'orientation pour l'ensemble des acteurs de la nation, publics et privés, en matière de développement durable.</p> <p>La SNDD 2010-2013 pose les bases d'un mode de développement durable orienté vers une économie verte et équitable. Élaborée en concertation avec les représentants des élus nationaux et locaux, des employeurs, des salariés et de la société civile, elle propose une architecture commune à tous les acteurs de la nation, publics et privés, pour les aider à structurer leurs propres projets de développement durable autour de choix stratégiques et d'indicateurs qui ont fait l'objet d'un large consensus. Elle est organisée en neuf défis stratégiques, cohérents avec les engagements nationaux européens et internationaux de la France. Le défi 2, relatif à la société de la connaissance, par le développement de l'information, de l'éducation, de la formation pour tous, tout au long de la vie et de l'accès à la culture et par un soutien accru à la recherche et à l'innovation présente les choix stratégiques et leviers d'actions pour progresser dans cette perspective (www.developpement-durable.gouv.fr/sndd)</p> <p><small>* composé par les membres du Gouvernement et la Déléguée interministérielle au développement durable</small></p>

POINT 2: PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR L'ÉDUCATION FORMELLE, NON FORMELLE ET INFORMELLE

Si besoin, veuillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif (1500 caractères au maximum, espaces compris)

De nombreuses initiatives et actions sont engagées en France à tous les niveaux de territoires, par diverses composantes de la société qui participent à la promotion des enjeux environnementaux, économiques et sociaux du développement durable par l'information, la sensibilisation, l'éducation et la formation de tous, tout au long de la vie en s'appuyant sur l'éducation formelle, non formelle et informelle. Ces diverses initiatives s'inscrivent dans le cadre de mise en œuvre des objectifs de la Stratégie nationale de développement durable 2010-2013.

Un groupe national de concertation (ENC), mis en place début 2010 et rassemblant les différentes composantes concernées par l'EEDD / l'EDD, en vue de complémentarité et synergie des actions, vise à progresser dans cette perspective par des travaux menés en commun. (voir introduction du présent rapport et réponse à l'indicateur 1.1.4)

Dans le même esprit et en complémentarité avec les travaux de l'ENC, un groupe de travail transversal regroupant des membres des comités spécialisés (Education, Sciences, Culture et Communication) se met également en place au sein de la Commission française auprès de l'UNESCO (CNFU).

Indicateur 2.1 Les thèmes clefs du développement durable sont abordés dans l'enseignement formel.

Sous-indicateur 2.1.1	<p>Y a-t-il des thèmes clefs du développement durable⁸ qui sont explicitement abordés dans les programmes scolaires⁹ ou programmes d'études aux divers niveaux de l'enseignement formel?</p> <p>Les thèmes clefs du développement durable abordés dans l'enseignement formel ainsi que dans le cadre des divers plans et programmes pour l'information, l'éducation et la formation mis en œuvre en France sont ceux retenus après concertation dans la Stratégie nationale de développement durable 2010-2013, déclinés en objectifs et choix stratégiques (www.developpement-durable.gouv.fr/sndd - cf. indicateur 1.3)</p>
-----------------------	---

⁸ Pour plus d'explications, voir le paragraphe 15 de la Stratégie de la CEE pour l'Education en vue du Développement Durable.

⁹ Au niveau de l'État s'il y a lieu.

<p>Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>	<p>Les problématiques et les thèmes du développement durable sont désormais inscrits dans les programmes d'enseignement, à l'école primaire, au collège et au lycée, dans les voies générales, technologique et professionnelle. Par ailleurs, le développement durable est aussi présent dans le socle commun de connaissances et de compétences et dans les thèmes de convergence. L'éducation au développement durable est ainsi installée dans une continuité pédagogique, à tous les niveaux du parcours scolaire des élèves.</p> <p>A titre d'exemple : les nouveaux programmes obligatoires d'enseignement de géographie en classe de seconde intitulés « Sociétés et développement durable » mis en œuvre à la rentrée scolaire 2010. (voir lien indiqué au sous-indicateur 1.2.2)</p> <p>De nombreuses autres déclinaisons sont ainsi prises en compte dans les nouveaux programmes ainsi que dans les référentiels des filières technologiques et professionnelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la série STI, de la voie technologique, devient la série STI2D (Sciences et technologies industrielles et du développement durable). Elle est réorganisée en 4 spécialités : "innovation technologique et éco-conception", "système d'information et numérique", "énergies et développement durable", "architecture et construction". - dans la voie professionnelle, les formations et les diplômes sont toujours plus nombreux à intégrer les problématiques du développement durable, en particulier dans le bâtiment, la chimie, l'énergie, le recyclage, l'eau, l'électrotechnique. De nombreux travaux de prospective sur l'évolution des métiers et des demandes des acteurs professionnels sont engagés pour accompagner cette évolution. <p>Par ailleurs, le socle commun de connaissances et de compétences dans ses piliers 3) culture scientifique et technique, 4) technologies de l'information, de la communication, 5) culture humaniste, 6) les compétences sociales et civiques, 7). L'autonomie et l'initiative, renvoie aux connaissances et aux compétences que doivent maîtriser l'élève à la fin de sa scolarité obligatoire, en particulier en référence au développement durable.</p> <p><i>Phase II: Veuillez compléter le tableau joint en appendice I a) et utiliser le barème proposé. Reportez les résultats dans les cases ci-dessous.</i></p>
<p>Sous-indicateur 2.1.2</p>	<p>Y-a-t-il dans les programmes scolaires ou programmes d'études aux divers niveaux de l'enseignement formel des références expresses aux résultats (compétences, attitudes et valeurs) en ce qui concerne l'EDD?</p>
<p>Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>	<p><i>Phase II: Veuillez compléter le tableau joint en appendice I b) et utiliser le barème proposé. Reportez les résultats dans les cases ci-dessous.</i></p>
<p>Sous-indicateur 2.1.3</p>	<p>Y a-t-il des méthodes d'enseignement/d'apprentissage pour promouvoir l'EDD qui sont explicitement abordés dans les programmes scolaires ou programmes d'études aux divers niveaux de l'enseignement formel?</p>
<p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>	<p><i>Phase II : Veuillez préciser dans le tableau joint en appendice I c) quelles méthodes ont une signification particulière dans votre pays et utiliser le barème proposé. Reportez les résultats dans les cases ci-dessous.</i></p> <p><i>Veuillez également préciser pour l'éducation non-formelle et informelle. Veuillez également fournir, le cas échéant, toutes les informations pertinentes (donnez des exemples).</i></p> <p>Dans les Parcs naturels régionaux de France, en ce qui concerne les méthodes, deux exemples significatifs :</p> <p>1/ Les projets fédérateurs du territoire il s'agit de programmes d'éducation qui s'enracinent dans le territoire et mobilisent de nombreux acteurs, bien au delà des scolaires :habitants, familles, élus, entrepreneurs, agriculteurs et associations. La pédagogie de projet permet la réalisation d'actions concrètes dans toutes les thématiques de EEDD en aboutissant à la réalisation collective d'événements de valorisation : exposition de livres géants, cahiers itinérants, festival etc.</p> <p>2/L'approche culturelle de l'EEDD, permet d'aborder le patrimoine en s'appuyant sur l'héritage pour se forger une identité culturelle. Les méthodes empruntent aux codes artistiques avec l'intervention de nombreux artistes(théâtre, musiques, peintres etc...) et la participation active des habitants du territoire.</p>

<p style="text-align: center;">Sous-indicateur 2.2.1</p> <p>a) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p>b) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p>c) Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>d) Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>e) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>	<p>Indicateur 2.2 Des stratégies de mise en œuvre de l'EDD sont clairement définies.</p> <p>Est-ce que l'EDD¹⁰ : a) n'est abordée que dans le cadre des matières existantes¹¹ ? b) s'inscrit dans une approche interdisciplinaire ? c) fait l'objet de programmes et de cours spécifiques ? d) fait l'objet d'un projet indépendant¹² ? e) autres démarches ?.</p> <p><i>Phase II : Si oui, veuillez préciser dans le tableau les différents niveaux du système éducatif tels que définis dans la CITE en cochant dans le tableau la case (V) qui convient.</i></p> <p>Enseignement supérieur :</p> <p>Aujourd'hui, la nécessité d'intégrer les enjeux de l'environnement et du développement durable au sein des établissements d'enseignement supérieur semble reconnue par la majorité des universités et des grandes écoles. Pour ce qui concerne le contenu même des enseignements délivrés, l'intégration s'opère selon quatre directions, valorisées avec l'adoption du Plan Vert et de son référentiel :</p> <p>1) La création de formations spécifiquement dédiées au développement durable, 2) Des travaux pratiques sur le dd : une pédagogie de l'action 3) La sensibilisation ou la diffusion d'informations sur le développement durable</p> <p>4) Le Plan Vert qui regroupe et valorise l'ensemble de ces pistes d'intégration du développement durable dans l'enseignement supérieur</p> <p>Un coup d'accélérateur a été donné avec le vote de la loi Grenelle 1 du 3 août 2009 dont l'article 55 impose aux établissements d'enseignement supérieur d'élaborer un plan vert, et à terme, s'ils le souhaitent, de se faire labelliser. À l'initiative de la Conférence des Présidents d'Universités ,de la Conférence des Grandes Ecoles et du Réseau français des étudiants pour le DD, un canevas et un référentiel « Plan vert », inspirés du plan de la Stratégie Nationale du Développement Durable, ont été élaborés et présentés à la presse le 17 juin 2010. Ce référentiel propose 6 leviers d'actions et indicateurs d'une bonne intégration du développement durable dans les enseignements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la création d'un pôle de formations spécialisées ou d'une école doctorale sur les questions du développement durable - l'adaptation des enseignements des cursus traditionnels pour intégrer des problématiques du développement durable - l'accompagnement des initiatives étudiantes (en et hors formation) dans la réalisation de projets DD-RSE - l'incitation et le soutien des enseignants pour favoriser l'intégration du développement durable et la transversalité des enseignements - l'ouverture à l'international, notamment vers les pays en voie de développement, concernant les étudiants et les formations dans un objectif de co-développement, - l'intégration du DD-RSE dans la formation continue
---	--

¹⁰ Pour les établissements de l'enseignement supérieur, les distinctions seraient les suivantes: a) cours et disciplines ; b) cours interdisciplinaires ; c) cours ou séminaires distincts portant spécifiquement sur le développement durable, et d) projets autonomes mis en place par le département, la faculté ou par plusieurs facultés.

¹¹ Par exemple, la géographie, la biologie. Dans l'enseignement supérieur, on ne parlerait pas de «matière» mais de «cours».

¹² Par projet on entend une activité à laquelle est attribué un créneau horaire spécifique, non une méthode d'enseignement/pédagogique.

Indicateur 2.3 Une approche institutionnelle globale¹³ pour l'EDD et le développement durable est favorisée.	
Sous-indicateur 2.3.1	Les établissements d'enseignement(compris au sens global = ayant une responsabilité de formation) ¹⁴ adoptent-ils une «approche institutionnelle globale» du DD/de l'EDD?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Phase II: Si oui, veuillez préciser la réponse pour tous les niveaux de votre système éducatif tels que définis dans la CITE,, en cochant dans le tableau les cases (V) qui conviennent.</i></p> <p><u>Enseignement scolaire</u></p> <p>Le développement durable entre dans le cadre de démarches globales de développement durable des écoles et des établissements, qui conjuguent les enseignements disciplinaires et interdisciplinaires, la vie scolaire, la gestion et la maintenance et l'ouverture sur l'extérieur par le partenariat. Les établissements d'enseignement scolaire sont alors identifiés comme établissements en démarche globale de développement durable (E3D)</p> <p>Au lycée, dans les voies technologique et professionnelle, les enjeux du développement durable sont intégrés aux processus de formation.</p> <p><i>Veuillez également préciser pour l'éducation non-formelle et informelle.</i></p> <p>La référence pour la CNFU du point de vue institutionnel est celle relative au Plan d'Action de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD)et plus particulièrement à la Déclaration de Bonn 2009 (Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable)sur le bilan à mi-parcours</p> <p>L'approche institutionnelle pour la Fédération des Parcs naturels régionaux est déclinée dans la « Charte de l'éducation à l'environnement et au territoire » signée au niveau national entre le président de la fédération et le ministre de l'Éducation Nationale en 2001.</p> <p>Au niveau local, des conventions spécifiques entre les Parcs et les Rectorats sont annexées aux chartes de Parc</p> <p><i>Veuillez également fournir, le cas échéant, toutes les informations pertinentes (donnez des exemples).</i></p>
Sous-indicateur 2.3.2	Existe-t-il des mesures incitatives (directives, régime de bourses ou de récompenses, aides financières, appuis techniques) destinées à promouvoir une «approche institutionnelle globale» du DD et de l'EDD?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Phase II: Si oui, veuillez préciser s'il existe de telles mesures d'incitation à tous les niveaux de votre système éducatif tels que définis dans la CITE,, en cochant dans le tableau la case (V) qui convient. .</i></p> <p>Oui, sous la forme de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - programmes d'enseignement de l'école primaire, du collège et du lycée dans les voies générale, technologique et professionnelle, - deux circulaires d'orientations nationales, (<i>sachant qu'une troisième est en cours de préparation</i>), * - projets d'établissements, de la mise en œuvre du socle commun de connaissances et de compétences, - l'incitation venant de l'Inspection générale de l'Éducation nationale, - soutien des corps d'inspection, - formation des enseignants. <p><i>Veuillez également préciser pour l'éducation non-formelle et informelle.</i></p> <p>Octroi du label de la Décennie, patronage de la Commission française pour l'UNESCO, patronage de l'UNESCO pour des activités à dimension internationale</p> <p><i>Veuillez également fournir, le cas échéant, toutes les informations pertinentes (donnez des exemples).</i></p>

¹³ Une «approche institutionnelle globale» signifie que tous les aspects des opérations internes d'une institution et de ses relations externes sont passés en revue et révisés à la lumière des principes du DD. Au travers d'une telle approche, chaque institution pourra décider de ses propres actions au regard des trois composantes imbriquées du Campus (gestion du fonctionnement), Curriculum et Communauté (relations extérieures).

¹⁴ Pour les établissements de l'enseignement supérieur: approche globale au niveau de l'université ou de la faculté (y compris entre différentes facultés).

Sous-indicateur 2.3.3	Les institutions/les élèves définissent-ils leurs propres indicateurs de DD/EDD pour leur institution/organisation?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Phase II: Si oui, veuillez préciser la réponse pour tous les niveaux de votre système éducatif tels que définis dans la CITE,, en cochant dans les tableaux la cases (V) qui convient. .</i></p> <p><i>(a) Pour les institutions formelles.</i></p> <p><i>(b) Pour les institutions non formelles pour l'éducation non formelle et informelle.</i></p> <p><i>Veillez également fournir, le cas échéant, toutes les informations pertinentes (i.e. donnez des exemples)</i></p> <p>Des initiatives en ce sens existent notamment dans l'enseignement universitaire pour les pratiques de développement durable dans la gestion de l'établissement mais il n'y a pas de démarches généralisées sur ce point.</p> <p>Un exemple : l'université de Paris 1 Panthéon Sorbonne dont l'un des élèves en Master 2 spécialisé en Management environnemental et DD a pu réaliser, lors de son stage pratique, une étude thermique sur le campus tout entier en coopération avec un cabinet d'experts thermiciens. Dans certains établissements d'enseignement supérieur public ou privé, les étudiants sont associés à des actions de DD ou en sont parfois même les initiateurs. L'association étudiante REFEDD propose des formations « bilan carbone campus » libres et gratuites aux étudiants, avec l'aide d'une association d'experts de ces questions afin que les étudiants puissent eux-mêmes réaliser cette étude carbone au sein de leur campus</p>
Indicateur 2.4 l'EDD est soumise à des systèmes d'évaluation et d'amélioration de la qualité.	
Sous-indicateur 2.4.1	a) Existe-t-il des systèmes d'évaluation et d'amélioration de la qualité de l'éducation ? b) Abordent-ils l'EDD ¹⁵ ? c) Existe-t-il des systèmes d'évaluation et d'amélioration de la qualité de l'éducation qui abordent l'EDD dans les systèmes nationaux ?
(a) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> (b) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> (c) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Phase II: Si oui, veuillez préciser la réponse pour les différents niveaux de votre système éducatif tels que définis dans la CITE,, en cochant dans le tableau les cases (V) qui conviennent. donner des exemples</i></p> <p>L'EDD étant inscrite dans les programmes d'enseignement, elle entre dans les démarches d'évaluation générales. Par ailleurs, près d'une quinzaine d'académies développent des plans de soutien aux projets d'établissement qui intègrent le développement durable. Ces démarches, pour être reconnues, font l'objet de « process » d'évaluation.</p> <p>Ex : les « établissements du développement durable » de l'académie de Rouen, le plan multipartenarial des académies de Caen, Montpellier, Toulouse.</p> <p>Chaque académie est dotée d'un comité académique d'éducation au développement durable, animé par le coordonnateur académique au développement durable, qui synthétise les remontées des établissements et des partenaires. Le comité académique est en charge de la coordination avec les acteurs de l'EEDD dans le cadre des partenariats locaux. Ex. Académie d'Aix-Marseille.</p> <p>Le Commissariat général au développement durable (CGDD), du ministère chargé de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, soutient cette dynamique, au niveau national et territorial :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par l'expertise mise à disposition des programmes et dispositifs de formation nationaux, régionaux et académiques, - par la production de ressources spécialisées mises à disposition de la communauté éducative. <p>Cette collaboration s'inscrit dans le cadre de mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement durable 2010-2013.</p> <p><i>Veillez également préciser pour l'éducation non-formelle et informelle.</i></p> <p><i>Veillez également fournir, le cas échéant, toutes les informations pertinentes (i.e. donnez des exemples sur la façon dont ces informations ont été recueillies). donner des exemples</i></p>

¹⁵ Pour les établissements d'enseignement supérieur: centres nationaux d'évaluation de la qualité dans l'enseignement supérieur ou coopération avec des organismes généraux d'évaluation de la qualité tels que la Fondation européenne de la gestion de la qualité (EFQM).

Indicateur 2.5 Des méthodes et des outils relatifs à l'EDD dans l'éducation non formelle et informelle sont en place pour évaluer l'évolution en termes de connaissances, d'attitudes et de pratiques.	
Sous-indicateur 2.5.1	Les questions liées au développement durable sont-elles abordées dans les activités informelles de sensibilisation du public?
Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser¹⁶.</i> De nombreuses initiatives sont entreprises en France pour contribuer à la sensibilisation du public, à l'initiative des collectivités territoriales, des associations, des médias, des établissements et musées de culture scientifique, techniques, artistiques et des acteurs économiques : salons, conférences, journées d'études, création de portails Internets spécifiques, films documentaires et d'animation, dispositifs pédagogiques, concours, jeux festivals, pratique sportive... Les institutions en charge des politiques relatives au développement durable proposent des appels à projets annuels (Semaine du développement durable) et des campagnes de communication dans les médias (ADEME)
Sous-indicateur 2.5.2	La formation professionnelle (par exemple pour les petites entreprises, les agriculteurs, les syndicats, les associations, etc.) portant sur des questions de DD est-elle soutenue?
Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser et donner des exemples.</i> Les salariés des associations d'EEDD ont accès à des crédits pour leur formation auprès de l'organisme 'UNIFORMATION
Sous-indicateur 2.5.3	Des instruments d'évaluation (par exemple, études, enquêtes, etc.) des résultats de l'EDD obtenus par le biais de l'éducation non formelle et informelle ont-ils été mis en place?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	* La CNFU envisage ce travail car cela fait l'objet de la mise en oeuvre de la deuxième partie de la Décennie qui vient d'être engagée * Les associations réunies dans les réseaux d'EEDD commencent à établir des tableaux de bord de l'activité EEDD * Dans les parcs toutes les actions d'EEDD sont évaluées dans le cadre des chartes de Parc à partir d'indicateurs prédéfinis.. Certains Parcs ont programmé une enquête sociologique en début et fin de charte pour évaluer les effets de l'EEDD * En 2008, le Réseau français des étudiants pour le DD a produit un rapport de proposition pour une éducation au DD dans l'enseignement supérieur. Ce dernier faisait état d'une connaissance faible des étudiants sur le DD et d'une absence de cohérence de son enseignement. (http://up.sur-la-toile.com/ikYF) <i>Phase II: Veuillez préciser votre réponse, notamment en indiquant les résultats concernant: a) les attitudes, compétences et valeurs, et b) les connaissances</i>
Indicateur 2.6 La mise en œuvre de l'EDD est un processus multidécisionnel¹⁷	
Sous-indicateur 2.6.1	La mise en œuvre de l'EDD est-elle un processus multidécisionnel?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser la réponse en complétant les tableaux a) et b) joints en appendice II et utiliser le barème. Reportez les résultats dans les cases ci-dessous.</i> a) Conformément à la stratégie de la CEE b) Conformément à la Décennie des Nations Unies

¹⁶ Veuillez décrire les moyens de sensibilisation, e.g. la presse, les programmes de télévision ou de radio ou les conférences faisant la promotion des biens et services écologiques et des modes de vie durables.

¹⁷ Pour les établissements de l'enseignement supérieur, la question est celle de l'ouverture des universités vers l'extérieur, ce qui implique un large éventail d'initiatives: intégration régionale, coopération avec les entreprises, transdisciplinarité, achats écologiques et coopération en matière de recherche et d'éducation.

POINT 3: Doter les éducateurs des compétences nécessaires pour qu'ils puissent intégrer l'EDD dans leurs programmes d'enseignement

Si besoin, veuillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif (1 500 caractères au maximum espaces compris).

Indicateur 3.1 L'EDD est une composante de la formation¹⁸ des enseignants

Sous-indicateur 3.1.1	L'EDD est-elle une composante de la formation initiale des enseignants ¹⁹ ?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser la réponse en complétant le tableau figurant à l'appendice III.</i>
Sous-indicateur 3.1.2	L'EDD est-elle une composante de la formation en cours d'activité des enseignants ²⁰ ?
Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	L'offre de formation nationale et académique intègre désormais l'EDD, de façon disciplinaire, interdisciplinaire et, parfois, intercatégorielle. Sont aussi proposées des formations sur le site même des établissements scolaires pour l'ensemble de la communauté éducative <i>Phase II: Veuillez préciser la réponse en complétant le tableau figurant à l'appendice III.</i>
Sous-indicateur 3.1.3	L'EDD est-elle une composante de la formation des responsables et des administrateurs d'établissement d'enseignement?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser la réponse en complétant le tableau figurant à l'appendice III.</i> Dans certains établissements d'enseignement supérieur publics, des formations sont dispensées auprès des personnels (administrateurs, service de la reprographie, service technique, etc.) afin de les sensibiliser aux questions du DD. Ex. Universités de Paris 1, de Besançon, d'Orléans

¹⁸ L'EDD est envisagée sous l'angle du contenu et/ou sous l'angle de la démarche adoptée.

¹⁹ Pour les établissements d'enseignement supérieur, l'accent est mis ici sur les établissements de formation des enseignants existants en ce qui concerne le DD et l'EDD à destination des enseignants d'université.

²⁰ Pour les établissements d'enseignement supérieur, l'accent est mis ici sur les programmes de formation en cours d'emploi existants et concernant le DD et l'EDD destinés aux enseignants d'université et dispensés dans les établissements où ils exercent.

Indicateur 3.2 Les enseignants ont la possibilité de coopérer au sujet de questions liées à l'EDD.	
Sous-indicateur 3.2.1	Existe-t-il des réseaux/des forums d'enseignants et/ou de responsables/d'administrateurs actifs dans le domaine de l'EDD dans votre pays? .
Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Phase II: Veuillez préciser. (donnez des exemples sur la manière de faire)</i></p> <p>Association de professeurs, réseaux d'enseignants, de documentalistes, forums de discussions de programmes pédagogiques, système d'appui et réseaux de l'enseignement agricole ...</p> <p>Ces réseaux prennent souvent la forme de plans académiques et/ou territoriaux d'éducation au développement durable, qui permettent de mettre en synergie les enseignants, les formateurs, les personnels d'encadrement, les partenaires, la production de ressources pédagogiques, la formation et le soutien aux projets d'écoles et d'établissements.</p> <p>D'autres réseaux impliquant des enseignants et autres partenaires, en relation avec l'international contribuent à l'EDD : Réseaux des écoles associées à l'UNESCO, réseau des chaires UNESCO avec des projets spécifiques EDD ainsi que Réserves de Biosphères France dans le cadre du programme MAB de l'UNESCO</p>
Sous-indicateur 3.2.2	Existe-t-il des réseaux/forums financés, de quelque façon que ce soit, par l'État ²¹ ?
Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Veuillez préciser de quelle façon, en indiquant les principaux et en les décrivant.</i></p> <p>Le Forum national d'éducation au développement durable d'Amiens qui permet la formation des formateurs et la constitution de réseaux de relais dans le système éducatif est financé et piloté par le ministère de l'éducation nationale et par le Centre régional de ressources pédagogiques, établissement public sous tutelle.</p> <p>Des forums d'échanges d'expériences et de pratiques, des listes de diffusion, impliquant des enseignants ainsi que des partenaires de la communauté éducative sont souvent proposés en accompagnement de dispositifs éducatifs soutenus par les autorités au niveau national ou régional (par exemple le dispositif d'expérimentation de la Main à la Pâte ou bien le réseau de formateurs pour l'éducation aux risques majeurs)</p> <p>D'autres initiatives, non financées directement par l'Etat, mises en œuvre par le secteur associatif ou par les acteurs économiques permettent également aux enseignants d'échanger leurs pratiques sur des thématiques particulières</p> <p>On peut citer le Réseau Ecole et Nature et ses réseaux régionaux (GRAINE) qui proposent de mettre en dialogue les enseignants entre eux et avec les animateurs des associations, les acteurs des collectivités et des entreprises autour d'actions d'EEDD. Des rencontres nationales ou régionales de plusieurs jours sont aussi organisées à leur intention. Mais les financements restent faibles et les rencontres organisées trop peu nombreuses eu égard aux besoins.</p> <p><i>Autre initiative : un site portail d'initiative privée en partenariat avec des institutions nationale et internationales at acteurs socio-économiques :</i> www.education-developpement-durable.fr)</p>

²¹ Y compris les aides directes, les contributions en nature, l'appui politique et institutionnel.

POINT 4. ASSURER L'ACCÈS AUX OUTILS ET MATÉRIELS NÉCESSAIRES À L'EDD

Si besoin, veuillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif particulier (1 500 caractères au maximum espaces compris).

Indicateur 4.1 Des outils et des matériels pédagogiques pour l'EDD sont élaborés.

Sous-indicateur 4.1.1	Existe-t-il une stratégie/un mécanisme à l'échelon national qui vise à encourager la mise au point et la production d'outils et de matériels pour l'EDD?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	<p>Les acteurs associatifs spécialisés dans l'EEDD regrettent qu'un tel organisme n'existe pas. De nombreux outils sont créés mais ils le sont le plus souvent avec de très faibles moyens et les auteurs n'ont pas de référent national dans ce domaine pour les soutenir et les aider</p> <p>Pour le secteur scolaire, le Centre national de documentation pédagogique et ses établissements en région et départements (les CRDP et CDDP) sont des producteurs importants de ressources pédagogiques. Les enseignants peuvent également en élaborer au niveau plus local. Dans ce domaine, il existe de nombreux partenariats avec des acteurs associatifs des établissements publics, des centres de recherche, des services déconcentrés qui participent activement à ce travail de ressources pédagogiques employées par la communauté éducative. De même, certaines opérations partenariales nationales impliquant le ministère en charge de l'éducation nationale, visent la production de ressources pédagogiques sur des thèmes particuliers du développement durable. La question des ressources pédagogiques sur l'EDD a d'ailleurs fait l'objet d'un premier forum national pour les responsables pédagogiques et formateurs en 2009. http://crdp.ac-amiens.fr/edd/index.php/accueil/pole-national-competence-edd</p> <p>Plus largement, des adaptations françaises de kits pédagogiques de l'UNESCO sont réalisées comme par exemple « Les médias partenaires de l'Éducation au développement durable » en direction des journalistes ou des initiatives associatives notamment à dimension internationale servant de références à l'UNESCO (ex l'Eau partagée Cogolin ou Defismed)</p>
Sous-indicateur 4.1.2	Les autorités (nationales, infranationales, locales) investissent-elles des fonds dans cette activité?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Phase II: Veuillez préciser l'importance de ce financement en indiquant le montant (en dollars É.-U.) des dépenses annuelles de recherche et développement liées à l'EDD.</i></p> <p>De nombreuses collectivités locales investissent dans ce domaine mais aucun élément de lecture sur le montant global n'est disponible actuellement.</p> <p>Les acteurs associatifs souhaiteraient que les autorités publiques centrales attribuent des moyens beaucoup plus importants dans ce domaine. Ils regrettent de devoir faire appel de plus en plus à des fonds d'origine privée. Ponctuellement les autorités publiques locales interviennent cependant pour soutenir et financer la création d'outils pédagogiques accompagnant des projets de sensibilisation et d'éducation initiés par des associations.</p>
Indicateur 4.2 Il existe des mécanismes de contrôle de la qualité des outils et des matériels pour l'EDD.	
Sous-indicateur 4.2.1	Existe-t-il des critères et/ou des directives concernant la qualité des outils et des matériels pédagogiques relatifs à l'EDD qui sont: a) financés par les autorités publiques? b) homologués par les autorités publiques? c) testés et recommandés par les établissements scolaires?
a) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> b) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Phase I: Pour les points a) et b), veuillez décrire.</i></p> <p>Les critères de l'EDD, définis dans les circulaires de l'Éducation nationale s'appliquent aux ressources pédagogiques. Ce travail d'évaluation et de valorisation est effectué par le Pôle national de ressources pour l'EDD situé à Amiens.</p>

c) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Pour les points a), b) et c), précisez la réponse pour l'éducation formelle, informelle et non formelle. L'octroi du label de la Décennie des Nations Unies ou les patronages par la Commission nationale française pour l'UNESCO font l'objet de consultations d'experts et/ou d'un agrément préalable des institutions de tutelle de cette commission. Pour le point c), veuillez également décrire. Veuillez également donner vos propres exemples.</i>
Sous-indicateur 4.2.2	Les outils/matériels pédagogiques relatifs à l'EDD sont-ils disponibles: a) dans vos langues nationales? b) à tous les niveaux de l'éducation définis dans la CITE?
a) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase I: Veuillez préciser la réponse pour le point a)</i> Pas nécessaire pour la France car 1 seule langue nationale
b) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Si oui pour le point b), veuillez compléter en cochant (V) dans le tableau la case qui convient.</i>
Indicateur 4.3 Les outils et les matériels pédagogiques pour l'EDD sont accessibles.	
Sous-indicateur 4.3.1	Existe-t-il une stratégie/un mécanisme de diffusion des outils et des matériels relatifs à l'EDD à l'échelon national?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez le/la décrire.</i> Il n'existe pas au niveau national de mécanisme global de diffusion de ressources pédagogiques. Cette diffusion est réalisée par les différentes sphères d'acteurs selon leurs missions et approches spécifiques . Pour l'éducation formelle dans le système éducatif, concernant l'EDD, cette mission relève en particulier du Centre national de documentation pédagogique (CNDP) et de son réseau SCEREN, établissements publics sous la tutelle du ministère en charge de l'éducation nationale . Par ailleurs, le site « EduSCOL » de la Direction générale en charge de l'enseignement scolaire pour ce ministère diffuse de nombreuses ressources ainsi que les sites Internet des Académies qui proposent également des pages dédiées à l'EDD qui relaient vers les ressources régionales et/ou locales. Dans le cadre de l'éducation informelle et non formelle, concernant en particulier l'EEDD, il existe en France de très nombreux lieux d'accessibilité des outils dans les réseaux territoriaux associatifs voire des centres de ressources directement consacrés à ce sujet. L'ensemble de ces lieux mis en réseau fait apparaître une véritable stratégie nationale de diffusion des ressources, promue et portée par les acteurs associatifs. Une base de donnée unique ne correspondrait pas aux vœux des acteurs associatifs, la diversité des sources d'information est un critère important pour les acteurs de l'EEDD.
Sous-indicateur 4.3.2	Les autorités consacrent-elles des fonds à cette activité?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser l'importance de ce financement en indiquant le montant, en dollars É.-U., des dépenses annuelles de recherche et développement liées à l'EDD.</i> Voir réponse globale du sous-indicateur 4.3.1
Sous-indicateur 4.3.3	Les matériels pédagogiques homologués concernant l'EDD sont-ils disponibles via l'Internet?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser.</i> Voir réponse globale du sous-indicateur 4.3.1
Sous-indicateur 4.3.4	Existe-t-il un registre ou une base de données des outils et des matériels pédagogiques relatifs à l'EDD en langue(s) nationale(s): a) accessible via l'Internet? b) accessible par d'autres moyens?
a) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser la réponse pour a) et b).</i>
b) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Voir réponse globale du sous-indicateur 4.3.1

POINT 5: PROMOUVOIR LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE D'EDD

Si besoin, veuillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif particulier (1 500 caractères au maximum, espaces compris).

Indicateur 5.1 Des mesures de promotion de la recherche²² en matière d'EDD sont en place.

Sous-indicateur 5.1.1	La recherche concernant les contenus et les méthodes en matière d'EDD ²³ est-elle soutenue?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p>Ce type de recherche est encore peu développé en France et les initiatives sont souvent prises de manière volontaire par des chercheurs ou acteurs qui sont en relation avec des réseaux de recherche beaucoup plus développés et actifs dans d'autres pays européens ou internationaux</p> <p>Pour la France on peut actuellement citer :</p> <p>a) Concernant le système éducatif, des travaux menés au niveau national par l'Institut national de recherche pédagogique http://www.inrp.fr/vst/LettreVST/56-septembre-2010.php et au niveau académique sous forme de groupes de travail (par exemple « Utilisation des TICE et EDD dans l'académie de Rouen »),</p> <p>b) L'Ifrée – Institut de formation et de recherche en éducation à l'environnement –(structure de statut associatif) qui assure tous les deux ans la tenue d'un colloque de recherche en éducation à l'environnement et au développement durable permettant de faire se rencontrer des chercheurs et des praticiens sur la base de communications scientifiques souvent co-écrites. Les contributions et productions issues de ces colloques sont la base d'élaboration de la seule revue internationale de recherche (classée en catégorie A) francophone dans ce domaine. http://www.revue-ere.uqam.ca/ revue co-produite par l'Ifrée avec l'UQAM. De même un séminaire national annuel permet de faire travailler ensemble chercheurs, formateurs de l'éducation nationale, de l'enseignement agricole, des collectivités locales et des associations.</p> <p><i>Phase II: Veuillez préciser le type de recherche (contenus et méthodes). Veuillez donner le montant total annuel du financement au cours de la période considérée et, si possible, l'exprimer en pourcentage du budget total consacré à la recherche.</i></p>
Sous-indicateur 5.1.2	Des études sont-elles menées pour évaluer les résultats de la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser le type de recherche (contenus et méthodes).</i>
Sous-indicateur 5.1.3	Existe-t-il des programmes: 1) portant spécifiquement sur l'EDD ²⁴ : a) au niveau de la maîtrise? b) au niveau du doctorat? 2) abordant l'EDD: a) au niveau de la maîtrise? b) au niveau du doctorat?
1) a) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> b) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> 2) a) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> b) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser les types de programmes pour les points 1) a) et b) et les points 2) a) et b).</i>

²² Y compris l'appui de différents acteurs tels que l'État, les autorités locales, les entreprises et les organisations non gouvernementales.

²³ Par exemple, les concepts, l'adoption d'attitudes et l'acquisition de valeurs, le développement des compétences, de l'enseignement et de l'apprentissage, le développement scolaire; l'application des technologies de l'information et de la communication (TIC); les techniques d'évaluation incluant les impacts socioéconomiques.

²⁴ L'EDD est envisagée sous l'angle du contenu et/ou sous l'angle de la démarche adoptée.

Sous-indicateur 5.1.4	Les autorités accordent-elles des bourses pour des recherches sur l'EDD: a) au niveau de la maîtrise? b) au niveau du doctorat?
a) Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> b) Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser la réponse pour a) et b)</i>
Indicateur 5.2 Le développement de l'EDD est favorisé.	
Sous-indicateur 5.2.1	Existe-t-il des aides à l'innovation et au renforcement des capacités dans le domaine de l'EDD ²⁵ ?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	La politique éducative de recherche-développement d'expérimentation et d'innovation du système éducatif intègre les questions relatives à l'EDD dans ses axes de travail. <i>Phase II: Veuillez préciser le montant total annuel du financement sur la période considérée.</i>
Indicateur 5.3 La diffusion des résultats des recherches sur l'EDD est favorisée.	
Sous-indicateur 5.3.1	L'État soutient-t-il des mécanismes ²⁶ qui permettent aux autorités et aux parties prenantes de partager les résultats des recherches et des exemples de bonnes pratiques en matière d'EDD ²⁷ ?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Mécanisme de bilans et de synthèses entre le niveau académique et le niveau national et de valorisation par affichage sur les sites nationaux et académiques. <i>Phase II: Veuillez préciser le montant total annuel du financement sur la période considérée.</i>
Sous-indicateur 5.3.2	Existe-t-il des publications scientifiques: a) traitant spécifiquement de l'EDD? b) abordant l'EDD?
a) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> b) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Voir les liens figurant dans la réponse du sous-indicateur 5.1.1 <i>Phase I: Pour le point a), veuillez, si possible, donner le nombre annuel de publications sur la période considérée. Veuillez indiquer les principales publications.</i> <i>Phase II: Pour le point b), veuillez, si possible, donner le nombre annuel de publications sur la période considérée. Veuillez indiquer les principales publications.</i>

²⁵ Il peut s'agir de projets pilotes, de recherche pratique, d'apprentissage social et d'équipes auxquelles plusieurs parties prenantes participent.

²⁶ Par exemple, des conférences, des universités d'été, des journaux, des périodiques, des réseaux.

²⁷ Par exemple, «l'approche participative»; des liens avec les problèmes locaux, régionaux et mondiaux; une approche intégrée des questions environnementales, économiques et sociales; une orientation vers la compréhension, la prévention et la résolution des problèmes.

POINT 6. RENFORCER LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'EDD À TOUS LES NIVEAUX DANS LA RÉGION DE LA CEE

Si besoin, veuillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif (1 500 caractères au maximum espaces compris).

Indicateur 6.1 La coopération internationale en matière d'EDD est renforcée dans les pays de la région de la CEE et dans d'autres pays.

Sous-indicateur 6.1.1	Les autorités publiques participent-elles aux réseaux internationaux ²⁸ en matière d'EDD et/ou leur apportent-elles un soutien?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez donner des précisions pour les niveaux national, sous-national et local et indiquer quels sont les principaux réseaux.</i>
Sous-indicateur 6.1.2	Les établissements et organisations scolaires (formels et non formels) de votre pays participent-ils à des réseaux internationaux en matière d'EDD?
Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Veuillez préciser et indiquer quels sont les principaux réseaux.</i></p> <p>De nombreux projets EDD d'établissements scolaires intègrent la dimension Nord /Sud. notamment dans le cadre de l'éducation à la solidarité et au développement, Certains de ces projets sont mis en œuvre en partenariat avec la plateforme associative nationale Educasol.</p> <p>Plusieurs projets de coopération se développent également dans le cadre de réseaux promus par l'UNESCO et suivis en France par la Commission nationale pour l'UNESCO (CNFU), en particulier : réseau des Ecoles associées à l'UNESCO, réseau des Chaires UNESCO, réseau des Réserves de Biosphères (programme MAB) ainsi que Projets inter commissions nationales pour l'UNESCO.et projets inter- associations de plusieurs pays</p>
Sous-indicateur 6.1.3	Existe-t-il des mécanismes/accords de coopération aux niveaux national, bilatéral et/ou multilatéral intégrant une composante explicite d'EDD?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser et établir une liste des principaux mécanismes/accords.</i>
Sous-indicateur 6.1.4	Votre gouvernement prend-il des mesures visant à promouvoir l'EDD dans des forums internationaux en dehors de la région de la CEE?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Veuillez établir la liste de ces mesures et les décrire.</i></p> <p>Les institutions en charge des politiques de développement durable assurent dans le cadre de leurs actions vers l'international la promotion de la Stratégie nationale de développement durable dans toutes ses composantes et ses enjeux dont font partie l'EEDD / l'EDD.</p> <p>La plateforme associative nationale CFEEDD a participé en 2007 et 2009 aux conférences mondiales du World Environmental Education Congress (www.environmental-education.org)</p>

²⁸ Dans ce contexte, on entend par « internationaux » les associations, groupes de travail, programmes, partenariats, etc., qui opèrent aux niveaux « mondial », « régional » et « sous-régional ».

POINT 7: PRÉSERVER, UTILISER ET PROMOUVOIR LE SAVOIR DES POPULATIONS AUTOCHTONES, AINSI QUE LE SAVOIR LOCAL ET TRADITIONNEL, EN MATIÈRE D'EDD

Veillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif (2 000 caractères au maximum espaces compris). Veuillez être le plus précis possible.

Il existe des projets d'établissement scolaires partenariaux à dimension internationale, qui fonctionnent sur des échanges avec des populations autochtones, afin de nourrir la dimension culturelle et humaniste du DD. Ex : travail entre un établissement de l'Académie de Rouen et un village du Nunavuk.

Par ailleurs, la dimension locale est particulièrement à prendre en compte dans les projets d'établissements, ce qui permet éventuellement de faire travailler ensemble des acteurs territoriaux et la communauté éducative.

Les éducateurs nature environnement et développement durable font, par leurs pratiques, revivre des outils très spécifiques comme les appeaux pour la chasse qui détournés de leur fonction première servent maintenant dans le cadre d'initiation à l'ornithologie.

Toute une mouvance sociale existe aussi autour de la nourriture à base de salades sauvages. Des associations d'éducation à l'environnement se servent de tels support pour sensibiliser le grand public aux questions d'environnement et dd, lors de sorties qui ont beaucoup de succès. Des guides naturalistes pour découvrir et reconnaître les salades sauvages élaborés par les animateurs de l'EEDD sont régulièrement réédités. (ex :Editions des Ecologistes de l'Euzière).

Phase II: Veuillez fournir des informations actualisées faisant état des changements survenus au cours du temps.

Phase III: Veuillez fournir des informations actualisées faisant état des changements survenus au cours du temps.

POINT 8: DÉCRIRE LES PROBLÈMES ET LES OBSTACLES RENCONTRÉS DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE

Veillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif (1 500 caractères au maximum espaces compris). Veuillez être le plus précis possible.

Phase II: Veuillez fournir des informations actualisées faisant état des changements survenus au cours du temps.

Phase III: Veuillez fournir des informations actualisées faisant état des changements survenus au cours du temps.

POINT 9: DÉCRIRE L'ASSISTANCE NÉCESSAIRE POUR AMÉLIORER LA MISE EN ŒUVRE

Veillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif (1 500 caractères au maximum espaces compris). Veuillez être le plus précis possible.

Phase II: Veuillez fournir des informations actualisées faisant état des changements survenus au cours du temps.

Phase III: Veuillez fournir des informations actualisées faisant état des changements survenus au cours du temps.

Appendice IV - Résumé et auto-évaluation²⁹

N.B : Les parties-prenantes ont convenu de renseigner ce tableau en adaptant les 2 items suivants : « en cours » est pris au sens de « en construction » et « en développement » est pris au sens de « en déploiement »			<input type="checkbox"/> En construction <input type="checkbox"/> En déploiement
1	Indicateur 1.1	Des mesures préalables sont prises pour contribuer à la promotion de l'EDD	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En construction <input checked="" type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
2	Indicateur 1.2	Les cadres politiques, réglementaires et opérationnels soutiennent l'EDD	<input type="checkbox"/> Non commencé <input checked="" type="checkbox"/> En construction <input type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
3	Indicateur 1.3	Les politiques nationales soutiennent les synergies entre les processus liés au DD et ceux liés à l'EDD	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En construction <input checked="" type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
4	Indicateur 2.1	Les thèmes clefs du DD sont abordés dans l'enseignement formel	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En construction <input checked="" type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
5	Indicateur 2.2	Des stratégies de mise en œuvre de l'EDD sont clairement définies	<input type="checkbox"/> Non commencé <input checked="" type="checkbox"/> En construction <input type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
6	Indicateur 2.3	Une approche institutionnelle globale pour l'EDD et le DD est favorisée	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En construction <input checked="" type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
7	Indicateur 2.4	L'EDD est soumise à des systèmes d'évaluation et d'amélioration de la qualité	<input checked="" type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En construction <input type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
8	Indicateur 2.5	Des méthodes et des outils relatifs à l'EDD dans l'éducation non formelle et informelle sont en place pour évaluer l'évolution en termes de connaissances, d'attitudes et de pratiques	<input type="checkbox"/> Non commencé <input checked="" type="checkbox"/> En construction <input type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
9	Indicateur 2.6	La mise en œuvre de l'EDD est un processus multidécisionnel	<input type="checkbox"/> Non commencé <input checked="" type="checkbox"/> En construction <input type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
10	Indicateur 3.1	L'EDD est une composante de la formation des enseignants	<input type="checkbox"/> Non commencé <input checked="" type="checkbox"/> En construction <input type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
11	Indicateur 3.2	Les enseignants ont la possibilité de coopérer au sujet de questions liées à l'EDD	<input type="checkbox"/> Non commencé <input checked="" type="checkbox"/> En construction <input type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
12	Indicateur 4.1	Des outils et des matériels pédagogiques pour l'EDD sont élaborés	<input type="checkbox"/> Non commencé <input checked="" type="checkbox"/> En construction <input type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
13	Indicateur 4.2	Il existe des mécanismes de contrôle de la qualité des outils et des matériels pour l'EDD	<input checked="" type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En construction <input type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
14	Indicateur 4.3	Les outils et les matériels pédagogiques pour l'EDD sont accessibles	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En construction <input checked="" type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
15	Indicateur 5.1	Des mesures de promotion de la recherche pour l'EDD sont en place	<input checked="" type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En construction <input type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
16	Indicateur 5.2	Le développement de l'EDD est favorisé	<input type="checkbox"/> Non commencé <input checked="" type="checkbox"/> En construction <input type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
17	Indicateur 5.3	La diffusion des résultats des recherches sur l'EDD est favorisée	<input checked="" type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En construction <input type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé
18	Indicateur 6.1	La coopération internationale en matière d'EDD est renforcée dans les pays de la région de la CEE et dans d'autres pays	<input type="checkbox"/> Non commencé <input checked="" type="checkbox"/> En construction <input type="checkbox"/> En déploiement <input type="checkbox"/> Achevé

²⁹ Sur la base des réponses données pour les sous-indicateurs, veuillez procéder à l'auto-évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'indicateur correspondant dans votre pays. Veuillez préciser, si possible, quelle méthodologie a été utilisée pour cette auto-évaluation. Aux fins de cette dernière, il convient de ne pas tenir compte des sous-indicateurs qui sont à l'état de projet.